régime judiciaire ¹ équitable pour tous ; à faire régner les lois de l'empire Britannique qui sont la sauvegarde de tous les honnêtes citoyens sans distinction de croyance religieuse ou de parti politique ; et à maintenir la plus stricte discipline parmi ses soldats. Nos lecteurs savent combien peu le colonel s'est souvenu de ses belles promesses, lorsqu'une fois rendu à Maniçoba, il se vit échappé au danger d'une résistance armée de la part de Riel le long de la route et qu'il crut tenir les prêtres et les métis français sous ses pieds.

Le 5 juillet, le quartier-général fut transporté au pont de la Matawin. A cette époque, la force expéditionnaire présentait un aspect assez peu imposant, comme moyen de défense contre un ennemi quelconque ; il est vrai qu'à part les moustiques, elle n'avait rien à craindre dans ces parages encore trop voisins du Canada. Les hommes étaient dispersés sur une étendue de 40 milles, partie sur la route, partie sur la rivière.

Le 13 juillet, le trajet qui restait à faire jusqu'au lac Shebandowan offrant plus d'avantages par la rivière, le colonel mit son quartier-général au débarcadère de Ward, qui n'est qu'à trois milles du lac, à l'intersection de la route et de la rivière. De ce point, la tête de l'expédition eut bientôt planté ses tentes sur la rive du lac, dans une baie qui prit le nom du lieutenant-colonel McNeill, secrétaire militaire du gouverneur-général, qui accompagnait le colonel Wolsely par ordre supérieur, voyageant toujours en avant pour reconnaître les lieux.

VI

DU LAC SHEBANDOWAN AU FORT FRANCES, PARCOURS DE 194 MILLES.

(Du 15 juillet au 4 août 1870.)

Le lac Shebandowan a été l'une des deux ou trois plus importantes étapes de l'expédition, vu que là se termine le long trajet par terre qui la séparait de la série de lacs et de rivières, formant une chaîne, (interrompue seulement par des portages,) jusqu'au grand lac Winnipig, dans lequel se jette la Rivière Rouge. La date du 15 juillet est donc à noter dans la marche des troupes, car ce jour-là,

¹ A la réception de ce document, le général Lindsay s'empressa d'écrire à Mgr. Taché pour le prier d'effacer sur les exemplaires qu'il devait distribuer, tous les mots qui avaient trait à l'administration de la justice, qu'il regardait comme du ressort du pouvoir civil.